



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Dossier de presse

Septembre 2021

**France Relance et quartiers prioritaires :  
promesse tenue !**

## Sommaire



P.07

—  
Les mesures-clés de France Relance dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

---

P.27\_ Portraits de la relance :  
Comment le déploiement de France Relance se concrétise dans les quartiers. Expériences vécues.

---



P.13

—  
France Relance dans les QPV :  
13 départements à la loupe

---



# Ce qu'il faut retenir :

plus de 1,1 milliard d'euros de crédits  
France Relance pour les quartiers

---

**ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
POUR RENDRE LES LIEUX DE VIE PLUS ATTRACTIFS :**  
**436 M€ D'INVESTISSEMENTS POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE  
ET L'INVESTISSEMENT**

---

**AMÉLIORER LE DYNAMISME ÉCONOMIQUE, SPORTIF ET CULTUREL  
DES QUARTIERS ET LE SOUTIEN AUX VIVIERS D'EMPLOIS ET D'ACTIVITÉ :**  
**393 M€ POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'ATTRACTIVITÉ  
DES QUARTIERS ET L'INVESTISSEMENT**

---

**RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE AU BÉNÉFICE  
DES HABITANTS DES QUARTIERS :**  
**PLUS DE 389 M€ D'INVESTISSEMENTS MOBILISÉS  
POUR UNE RELANCE SOLIDAIRE ET TERRITORIALE**

---



Financé par  
l'Union européenne  
NextGenerationEU



Depuis un an, France Relance s'est ancrée dans le quotidien des habitants des quartiers prioritaires avec plus de 1,1 milliard d'euros mobilisés. Nous nous y étions engagés : la relance sur tous les territoires et pour tous nos concitoyens. Promesse tenue! »



Jean Castex,  
Premier ministre

Lors du Comité interministériel des villes du 29 janvier 2021 à Grigny, je me suis engagé à ce que 1,1 milliard d'euros du plan France Relance bénéficient de manière concrète aux quartiers prioritaires de la politique de la ville et à leurs habitants.

Face à la crise sanitaire inédite que connaît la France et à ses conséquences économiques et sociales, le Gouvernement a mis en place le plan France Relance, mobilisant 100 milliards d'euros pour une économie plus compétitive, écologique, résiliente et solidaire. Après un temps de « quoi qu'il en coûte » qui a permis au pays de tenir, **ce plan massif et tourné vers l'avenir a vocation à bénéficier à l'ensemble des territoires et des citoyens pour faire de l'après-Covid un espace d'opportunités.**

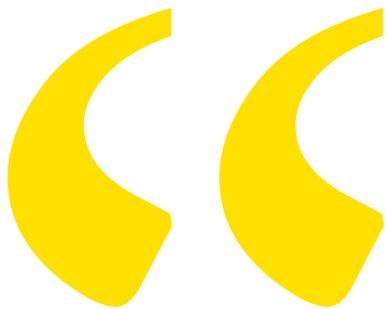
**France Relance, c'est avant tout la France de la confiance.** Une confiance placée dans les acteurs locaux, qui se retroussent les manches pour développer, transformer, embellir leur territoire; dans ces femmes et ces hommes qui souhaitent développer leur activité, par exemple pour opérer le virage de la transition écologique et numérique. Mais aussi, **une confiance placée dans notre jeunesse**, celle qui veut réussir et construire son parcours professionnel avec le plan « 1 jeune, 1 solution », et tout particulièrement dans les jeunes de nos quartiers.

Aujourd'hui, alors que nous apercevons enfin le bout du tunnel sanitaire, nous veillons à ce que la dynamique de relance, particulièrement forte dans notre pays, profite bien à l'ensemble des territoires. Je mesure l'attente, voire l'impatience d'un certain nombre d'acteurs, mais qu'ils se rassurent : notre mobilisation porte ses fruits. **Et nous sommes allés au-delà de nos objectifs**, un an seulement après le lancement de France Relance.

**L'ensemble du Gouvernement a été mobilisé pour concrétiser cette ambition.** Dans chaque périmètre, nous nous sommes assurés que les territoires de la politique de la ville et leurs habitants pourront accéder à l'ensemble des mesures de France Relance.

**C'est le principe d'égalité que nous défendons**, entre tous les citoyens français et entre nos territoires.

Transition écologique, réindustrialisation, insertion professionnelle, accès à la culture, au sport et aux équipements publics : partout, dans tous les domaines, **nous changeons concrètement le quotidien de nos concitoyens tout en préparant la France de demain.**



# Ce plan de relance, c'est le vôtre. Les solutions France Relance sont là pour vous accompagner et pour soutenir votre activité. »



© Gezeline Gree

**Bruno Le Maire,**  
ministre de  
l'Économie,  
des Finances et  
de la Relance

Depuis un an, France Relance se déploie partout dans le pays. Ce plan d'investissement de 100 milliards d'euros au service du quotidien des Françaises et des Français permet à l'économie française de redémarrer vite et fort : les indicateurs économiques sont au vert, contrairement à toutes les prévisions, et nous devrions retrouver notre niveau de PIB d'avant-crise fin 2021 au lieu de début 2022.

**France Relance a trois objectifs : une relance verte**, pour devenir la première grande économie décarbonée européenne; **une relance économique**, pour assurer notre compétitivité et notre souveraineté économique; **une relance sociale et territoriale**, pour renforcer la solidarité entre les générations, entre les territoires, et entre les entreprises de toutes tailles.

Parce que France Relance est un levier de cohésion et de réduction des inégalités entre les territoires, j'ai veillé à ce que **le déploiement de la relance bénéficie à l'ensemble des territoires, et en particulier aux quartiers prioritaires de la politique de la ville**, avec Nadia Hai, ministre déléguée chargée de la Ville, et l'ensemble du Gouvernement.

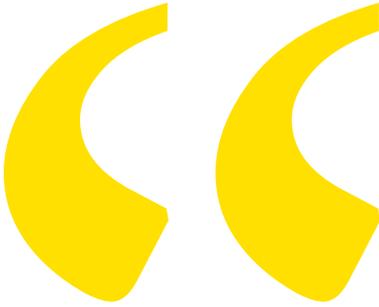
Grâce à la mobilisation de toutes et tous – des élus nationaux et locaux, des administrations de l'État et des collectivités territoriales, des entrepreneurs, des associations et de tous les habitants –, **l'objectif de 1,1 milliard d'euros de France Relance pour les quartiers prioritaires est atteint et dépassé en moins d'un an**. Je tiens, en particulier, à saluer les porteurs de tous les projets que nous avons soutenus : malgré la crise et le contexte sanitaire, ils n'ont jamais cessé de s'engager avec passion et détermination pour leurs quartiers et leurs riverains. Nous sommes très heureux de les accompagner.

**France Relance accompagne les jeunes** dans leur émancipation et dans leur insertion professionnelle. C'est un enjeu fondamental pour les quartiers prioritaires, dans lesquels vivent 15 % des jeunes français. **Plus de 2 millions de jeunes ont été accompagnés dans leur embauche ou leur insertion** et, avec France Relance, **nous répondons aussi au défi de la formation**, pour permettre aux jeunes d'acquérir les qualifications et la confiance nécessaires pour trouver un emploi.

**France Relance, c'est aussi le plan destiné à améliorer le quotidien des Françaises et des Français**. Plus d'un million de ménages ont été accompagnés pour rénover leur logement ou pour acheter un véhicule électrique. Des milliers d'habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville bénéficient des 500 millions d'euros que nous investissons dans la construction et la rénovation de logements sociaux.

**Les infrastructures éducatives, culturelles et sportives publiques jouent un rôle essentiel dans le quotidien des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville**. Nous avons tenu à soutenir massivement la construction et la remise en état de ces infrastructures.

Aux Français, et notamment à tous les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, je n'ai qu'un conseil à donner : **saisissez-vous de France Relance !**



© DR

**Nadia Hai,**  
ministre déléguée  
auprès de  
la ministre de  
la Cohésion  
des territoires et  
des Relations avec  
les collectivités  
territoriales,  
chargée de la Ville

## France Relance est une opportunité inédite pour investir dans le potentiel de nos quartiers, en conjuguant l'humain et l'urbain. »

France Relance est **une opportunité inédite pour investir dans le potentiel de ces quartiers, en conjuguant l'humain et l'urbain, dans la continuité des actions que nous déployons depuis 2017 pour transformer le quotidien des habitants des quartiers.** Nous avons refusé une relance à deux vitesses dont certains seraient exclus. Au contraire, nous avons mobilisé les politiques publiques de droit commun, avec un objectif clair et des moyens identifiés car, dans les quartiers plus qu'ailleurs, le droit commun est aussi indispensable qu'attendu.

En particulier, j'ai voulu que la priorité soit donnée **à l'accélération de la sortie de crise,** en cohérence avec l'action que je déploie en direction des quartiers depuis plus d'un an : révéler et encourager les talents, embellir les lieux de vie en maintenant, avant tout, **l'humain au cœur des transformations,** faire du dynamisme économique une clé de la politique de la ville. La boussole reste la même : que nos quartiers redeviennent attractifs, que les jeunes aient aussi le droit de réussir, que l'urbain soit au service de la vie quotidienne.

**Les priorités de mon action se retrouvent dans des pans entiers du plan de relance dont les finalités résonnent plus particulièrement avec les enjeux des quartiers :** l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes, l'accélération des rénovations de logements collectifs et d'équipements publics, l'amélioration de l'attractivité des territoires, le soutien aux associations de proximité, la réussite éducative, le soutien à l'économie locale. Nous portons un plan cohérent, qui prépare le long terme sans oublier les difficultés d'aujourd'hui, qui repense les quartiers dans leur globalité, sans oublier celles et ceux qui y vivent, parfois depuis longtemps.

**Huit mois après, plus de 1,1 milliard d'euros de crédits de la relance ont été affectés au bénéfice des quartiers et des habitants.** Nous pouvons affirmer avec force et fierté que **les engagements que nous avons pris ont été tenus et, même, dépassés.**

**Ces investissements sont concrètement engagés ou, pour certains, déjà déployés sur le terrain,** grâce à la mobilisation du Gouvernement et à un travail main dans la main de l'État local avec l'ensemble des acteurs du territoire : collectivités locales, entreprises, associations. Car l'une de mes convictions profondes s'est renforcée : on ne change pas le réel sans impliquer tous les acteurs locaux, de la conception des projets jusqu'au fameux « dernier kilomètre ». Et les exemples de réussites sont nombreux, à Marseille, à Roubaix ou Lyon, mais aussi à Concarneau, Vierzon ou Pamiers.

Partout en France, en métropole comme en outre-mer, la France va de l'avant. L'opportunité unique du plan de relance a été saisie par les quartiers et leurs habitants. Elle l'a été rapidement, peut-être parce que l'urgence le commandait, mais peut-être aussi parce que le plan de relance prépare l'avenir et que nos territoires attendent beaucoup de cet avenir où ils ont toute leur place et un rôle à jouer.

## Les mesures-clés de France Relance dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Transition écologique, réindustrialisation, dynamisme économique, insertion professionnelle, accès à la culture, réussite éducative : une quarantaine de mesures ont permis à France Relance d'entrer concrètement dans le quotidien des 5,5 millions d'habitants des quartiers, dans l'hexagone et en outre-mer.



# France Relance

## prépare la France de demain

**P**our relever les défis de la transition écologique, de l'attractivité des territoires et de la cohésion sociale, les quartiers prioritaires portent une partie de la solution, à condition que ces territoires, dont les fragilités économiques et sociales ont été accentuées par la crise, bénéficient concrètement des mesures ambitieuses que porte le Gouvernement.

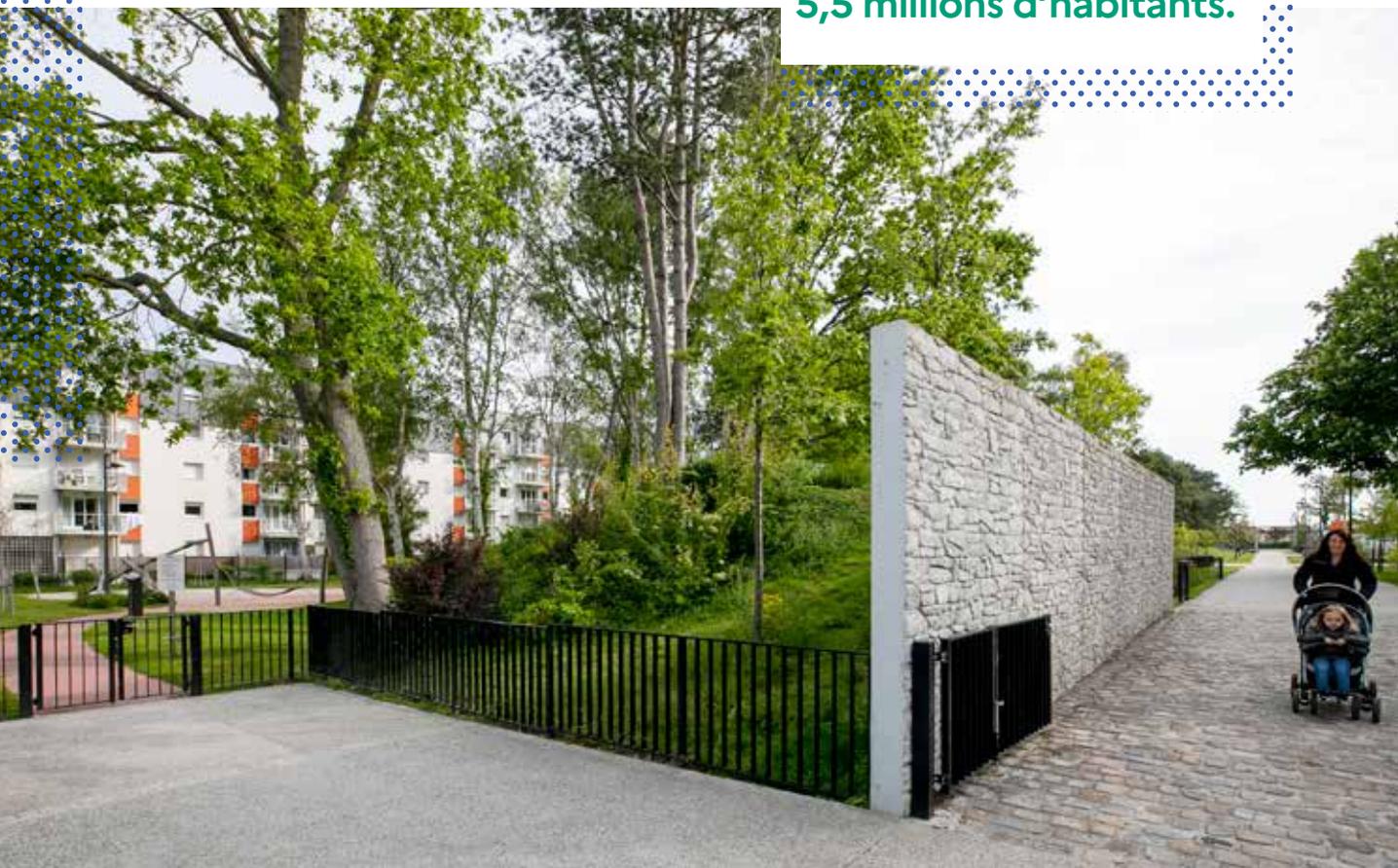
Devant tous les acteurs de la politique de la ville lors du Comité interministériel des Villes du 29 janvier dernier à Grigny, nous avons pris un engagement clair : que les 1,1 milliard de crédits de la relance bénéficient aux 1514 quartiers prioritaires et leurs 5,5 millions d'habitants. Cet objectif de déploiement de France Relance dans les QPV a fait l'objet d'un suivi constant et régulier, notamment lors des comités de suivi dédiés, le 27 mars dans le Gard et le 10 juillet à Clichy-sous-Bois.

Transition écologique, réindustrialisation,

dynamisme économique, insertion professionnelle, accès à la culture, réussite éducative... cet investissement de 1,1 milliard d'euros en huit mois, sans précédent, participe à un rebond des quartiers après les mesures de confinement, au travers d'une quarantaine de mesures du plan France Relance dont les effets sont pour eux particulièrement déterminants.

Derrière ces chiffres et ces actions, il y a une ligne directrice : changer concrètement le quotidien de nos concitoyens tout en préparant l'avenir.

**1,1 milliard d'euros de crédits de la relance pour 1514 quartiers prioritaires et leurs 5,5 millions d'habitants.**



© Hugues-Marie Duclos-Terra



© Hugues Marie Duclos-Terra

→ Demain, les enfants qui entreront à l'école à La Courneuve fréquenteront **un groupe scolaire Joliot-Curie flambant neuf, grâce aux 2,7 millions d'euros de dotations de l'État.**

→ Demain, les enfants de Trélazé pourront jouer au handball ou au ping-pong dans **un complexe sportif du Petit-Bois entièrement rénové, grâce au plan de relance de l'Agence nationale du sport.**

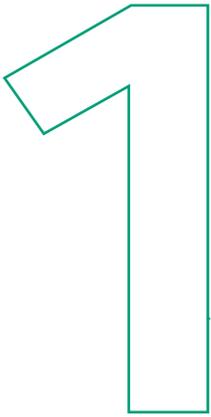
→ Demain, les enfants de Grigny 2 grandiront dans **des appartements dignes et bénéficieront d'un cadre de vie enfin agréable, grâce aux 24,7 millions d'euros du plan « Initiative copropriétés ».**

Le plan « 1 jeune, 1 solution », les dotations de l'État aux collectivités territoriales, MaPrime-Renov', les mesures de soutien à l'industrie ou encore les conseillers numériques France Services : toutes ces mesures de droit com-

**Transition écologique, réindustrialisation, dynamisme économique, insertion professionnelle, accès à la culture, réussite éducative : changer concrètement le quotidien de nos concitoyens tout en préparant l'avenir.**

mun ont trouvé leur concrétisation dans les quartiers populaires.

**Sur le terrain, France Relance crée un véritable élan pour les quartiers !**



**ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
POUR RENDRE LES LIEUX DE VIE PLUS ATTRACTIFS :  
436 M€ D'INVESTISSEMENTS POUR LA RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET L'INVESTISSEMENT LOCAL**

dont

**283,6 M€**

**AUX PROJETS D'INVESTISSEMENT**  
des collectivités territoriales

→ **246 M€ de dotation régionale  
d'investissement (DRI)** pour  
accompagner les projets des Régions  
pour la rénovation énergétique et  
la mobilité, dont une grande partie  
pour rénover les lycées où sont  
scolarisés les jeunes des quartiers

→ **37,6 M€ de dotation de soutien  
aux investissements en rénovation  
énergétique** des communes et  
intercommunalités (DSIL) et des  
départements (DSID)

dont

**44,9 M€**

**DE TRAVAUX  
DE RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE** sur  
66 bâtiments publics  
de l'État

dont

**35,6 M€**

**POUR RÉHABILITER DES  
FRICHES SITUÉES EN QPV**  
permettant de limiter  
l'étalement urbain et  
de donner une seconde vie  
à des espaces tombés  
en désuétude

dont

**24,7 M€**

**DE L'AGENCE NATIONALE  
DE L'HABITAT** pour financer  
100 % des travaux d'urgence  
de la copropriété de Grigny 2,  
dont une part importante  
des 17000 habitants vit  
au-dessous du seuil  
de pauvreté

dont

**21 M€**

**D'AIDES ACCORDÉES À  
DES PARTICULIERS** grâce à  
MaPrimeRenov', qui ont permis  
d'engager **53,3 M€ de travaux de  
rénovation énergétique** dans  
leurs logements individuels

dont

**8,7 M€**

**POUR PROMOUVOIR LA NATURE  
EN VILLE** grâce au programme  
« Quartiers fertiles »,  
avec **75 lauréats** s'inscrivant  
dans le cadre d'opérations  
de renouvellement urbain

# 2



**AMÉLIORER LE DYNAMISME ÉCONOMIQUE,  
SPORTIF ET CULTUREL DES QUARTIERS ET LE  
SOUTIEN AUX VIVIERS D'EMPLOIS ET D'ACTIVITÉ**  
**393 M€ POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET  
L'ATTRACTIVITÉ DES QUARTIERS**

dont

**290,4 M€**

**DE SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET CULTURELS**

dans les territoires pour soutenir 141 projets situés à proximité  
des quartiers permettant de conforter et de créer des emplois  
en proximité pour les habitants

dont plus de

**1200**

**TPE (COMMERÇANTS ET  
ENTREPRENEURS)** qui ont  
bénéficié d'une subvention  
FranceNum pour les  
accompagner dans leur  
démarche de numérisation

dont

**79,3 M€**

**D'AIDES ACCORDÉES**  
à des territoires d'industrie  
comptant des quartiers  
prioritaires, pour soutenir  
149 projets

dont

**12 M€**

**DE SUBVENTIONS DE L'AGENCE  
NATIONALE DU SPORT** pour  
rénover et moderniser des  
équipements sportifs situés dans  
les territoires les plus carencés en  
équipements sportifs.

dont

**8,8 M€**

**DU FONDS DE TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE** pour les  
institutions de la création  
culturelle en région et du plan de  
restauration des moments  
historiques

# 3



**RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE AU BÉNÉFICE DES HABITANTS DES QUARTIERS, PLUS DE 389 M€ D'INVESTISSEMENTS MOBILISÉS POUR UNE RELANCE SOLIDAIRE ET TERRITORIALE**

dont

**100 M€**

**DU PLAN DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**, qui ont permis de soutenir **33 projets d'envergure nationale et 576 projets portés à l'échelle régionale**, afin que ces acteurs de la solidarité au quotidien puissent toujours mieux répondre aux urgences sociales

dont

**70000**

**JEUNES DES QUARTIERS** qui ont bénéficié avant l'été d'un accompagnement vers l'insertion professionnelle grâce au plan « 1 jeune, 1 solution », notamment au travers des aides à l'embauche, des accompagnements personnalisés ou des garanties jeunes

dont plus de

**16000**

**PLACES DANS L'UN DES 115 INTERNATS D'EXCELLENCE** situés dans un quartier ou à proximité, pour que les élèves puissent poursuivre des études ambitieuses, s'épanouir collectivement et préparer au mieux leur avenir

dont

**200000**

**ÉLÈVES BÉNÉFICIAIRES** des Cordées de la réussite, pour rapprocher les universités et les grandes écoles des collégiens et lycéens scolarisés en éducation prioritaire ou résidant dans un quartier prioritaire

dont

**93 M€**

**DE SUBVENTIONS ACCORDÉES** via la dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle aux communes comptant plus de 15 % de leur population résidant en QPV, soit 27 % du total des crédits alors qu'elles représentent 22 % de la population nationale

dont

**24,5 M€**

**POUR FINANCER 477 POSTES DE CONSEILLER NUMÉRIQUE** dans les espaces France Services, pour accompagner au quotidien les habitants des quartiers dans leurs démarches administratives et l'accès aux droits



## Déploiement de France Relance dans les QPV : 13 départements à la loupe

Elaborées par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en lien avec les préfetures, les cartes ci-après détaillent des mesures emblématiques prises en faveur de 565 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), répartis dans 13 départements.

# Bouches-du-Rhône (13)

## 65 QPV et leurs 316 391 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

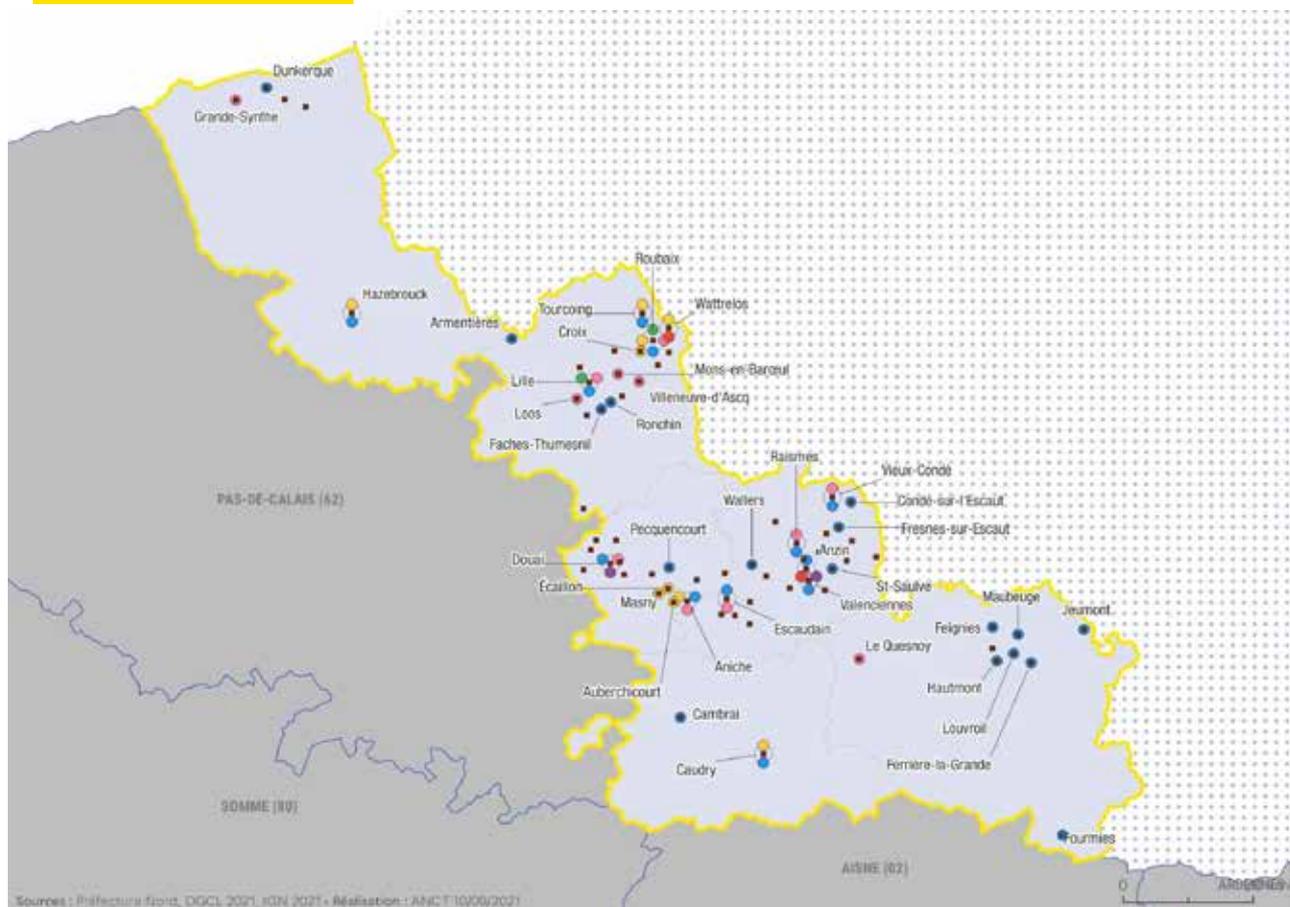
- **Conseillers numériques France Services (10) :** 58 postes exerceront en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (9 communes concernées) :** 26 projets situés en QPV ont bénéficié de la DSIL exceptionnelle, des DSIL et DSID pour la rénovation énergétique ou de la DRI
- **Fonds pour le recyclage des friches (1) :** 3 projets implantés en QPV (8,9 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (4) :** 4 situés à proximité d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (2) :** 8 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (8) :** 33 associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP

■ Commune où se trouve au moins un QPV (18)

— Limite départementale



# Nord (59)



## 93 QPV et leurs 365 902 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (73)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (29) :**  
la moitié des 121 postes du département exerceront en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (13 communes concernées) :**  
4 M€ de DSIL pour la rénovation thermique (19 % des crédits totaux) et 0,8 M€ de DSIL exceptionnelle ont été versés pour des projets implantés en QPV ou bénéficiant à leurs habitants
- **Fonds pour le recyclage des friches (2) :**  
3 projets implantés en QPV (2,6 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (2) :** 2 situés en QPV et s'inscrivant dans le périmètre d'une cité éducative
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (10) :**  
6 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (2) :**  
2 projets d'associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP

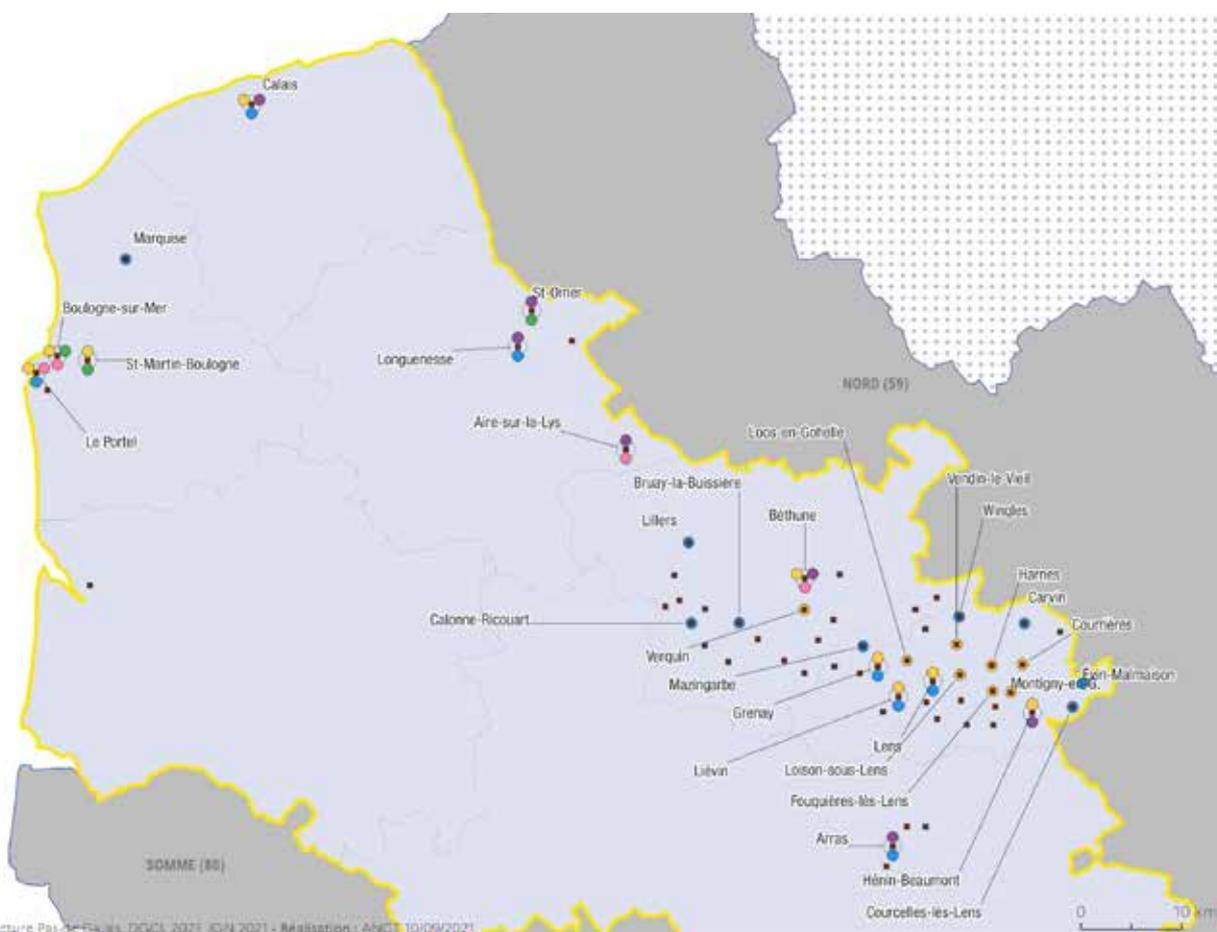
# Pas-de-Calais (62)

## 64 QPV et leurs 158 559 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

- **Conseillers numériques France Services (16) :**  
23 postes ouverts au bénéfice des habitants des QPV
- **Dotations d'investissement France Relance (4 communes concernées) :**  
561 500 € de subventions (DSIL exceptionnelle et DSIL/DSID pour la rénovation énergétique) ont financé des projets situés en QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (3) :** 3 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (1,4 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (7) :** 10 établissements situés à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (17) :**  
10 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV

■ Commune où se trouve au moins un QPV (61)

— Limite départementale



Sources : Préfecture Pas-de-Calais, DGCS, 2021, ID/N 2021 - Réalisation : ANCT, 10/09/2021

# Rhône (69)



## 43 QPV et leurs 172 233 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (23)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (13)** : 38 postes ouverts en QPV
- **Dotations d'investissement France Relance (7 communes concernées)** : plus de 2 M€ de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL/DSID) pour la rénovation thermique (15 % des crédits totaux) et 1,6 M€ de DSIL exceptionnelle ont été versés pour des projets implantés en QPV ou bénéficiant à leurs habitants
- **Fonds pour le recyclage des friches (2)** : 2 projets implantés en QPV (1,7 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (3)** : 4 se situent à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (18)** : 32 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (2)** : 7 associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP régional, dont 3 opèrent sur plusieurs QPV

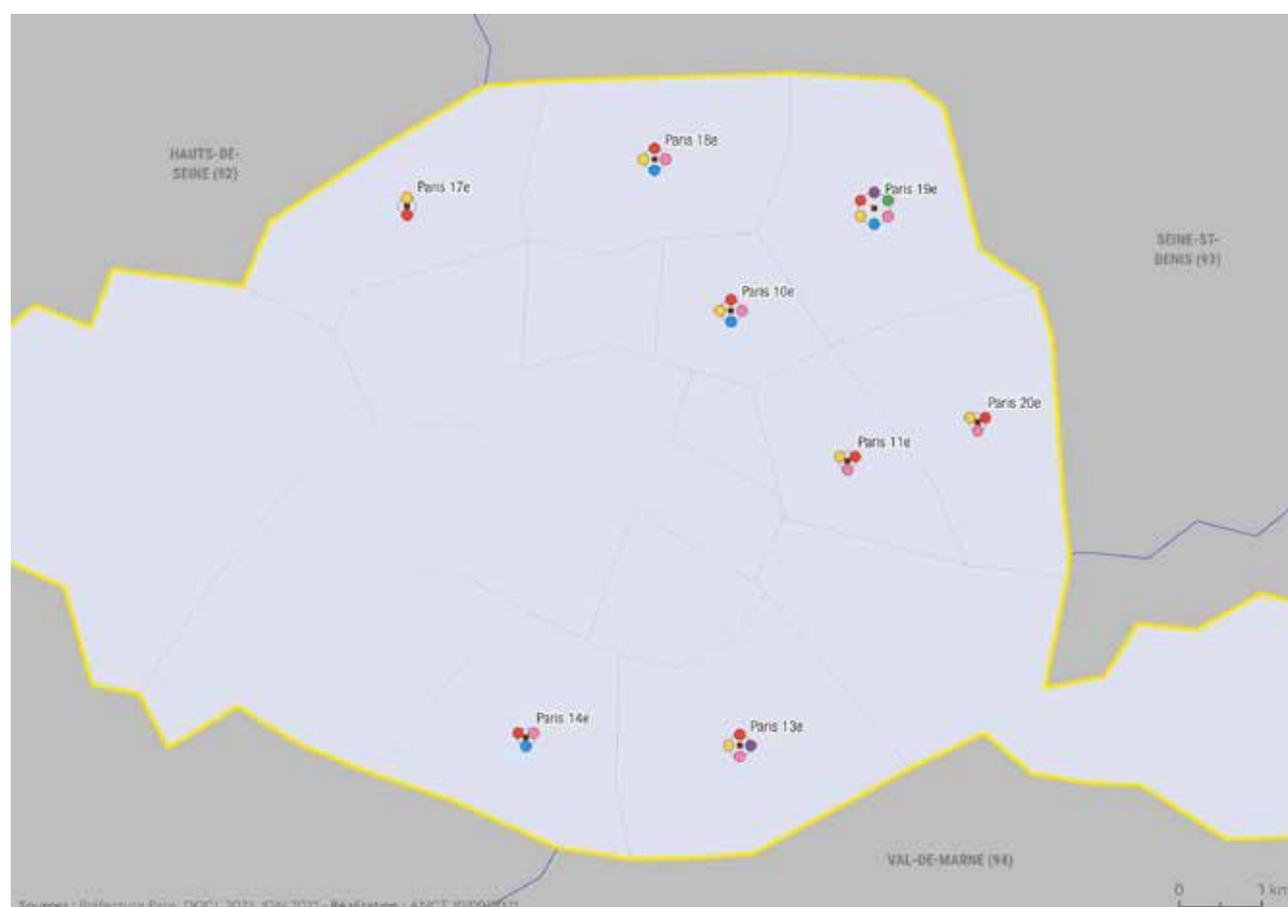
# Paris (75)

## 20 QPV et leurs 146317 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

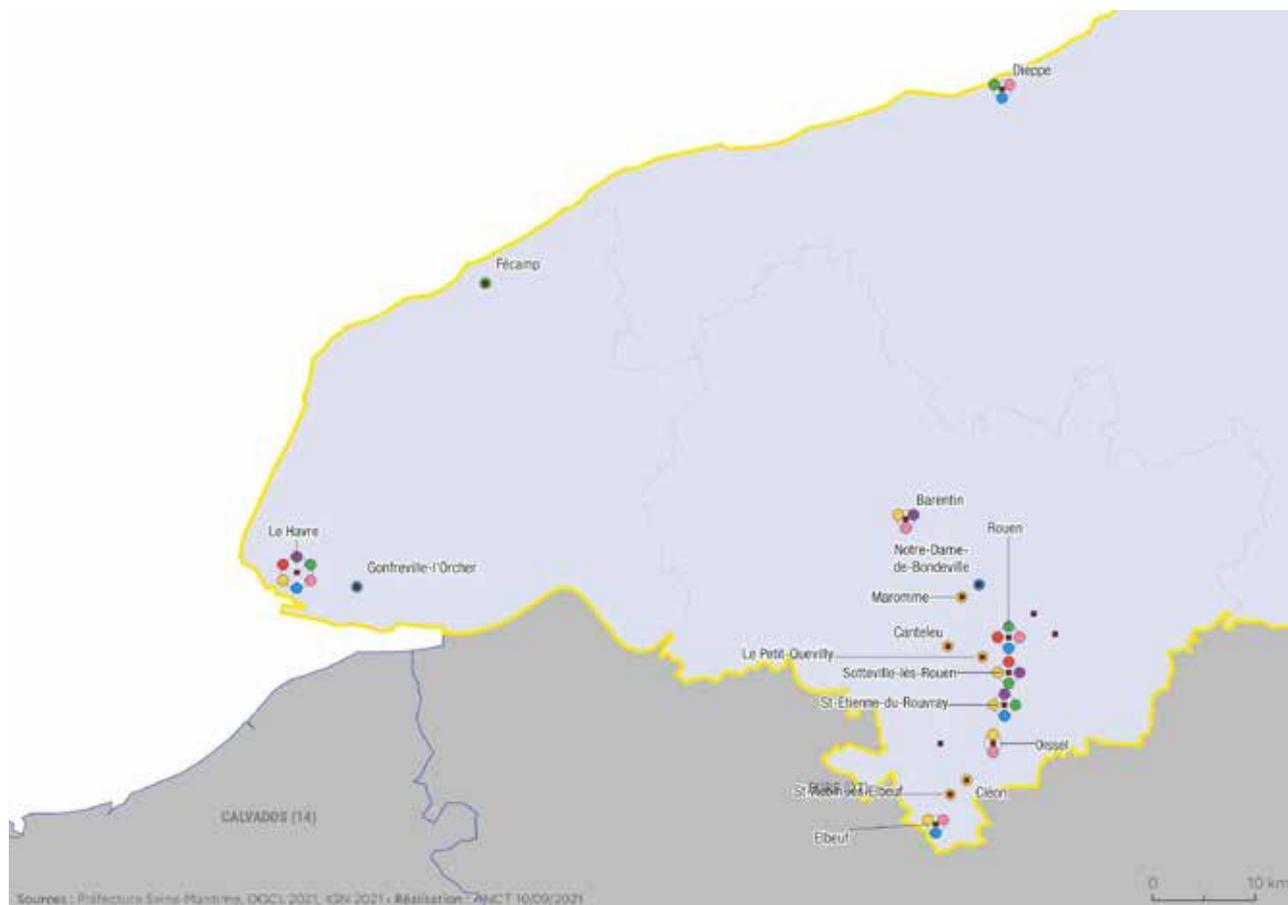
- **Conseillers numériques France Services** : 27 postes ouverts en QPV
- **Dotations d'investissement France Relance** : 13 écoles parisiennes situées en QPV ou à proximité bénéficient d'un soutien de 3,3 M€ via la DSIL exceptionnelle pour déployer des cours de récréation de type « oasis »
- **Fonds pour le recyclage des friches** : un projet implanté à proximité immédiate d'un QPV dans le 19<sup>e</sup> arrondissement
- **Internats d'excellence** : 2 établissements situés dans un QPV ou à proximité
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie** : 22 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté** : 9 associations lauréates ont été soutenues pour des projets en QPV

■ Arrondissement où se trouve au moins un QPV (8)

— Limite départementale



# Seine-Maritime (76)



## 28 QPV et leurs 100 644 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (19)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (7 communes concernées) :**  
14 postes ouverts en QPV
- **Dotations d'investissement France Relance (6) :** 5,2 M€ de DSIL pour la rénovation thermique, 4,3 M€ de DSIL exceptionnelle et 2,3 M€ de DRI ont été versés pour des projets implantés en QPV ou bénéficiant à leurs habitants
- **Fonds pour le recyclage des friches (6) :** 6 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (2,9 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (4) :** 4 se situent à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (11) :**  
14 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (3) :**  
9 projets d'associations lauréates de l'AAP régional œuvrent en QPV

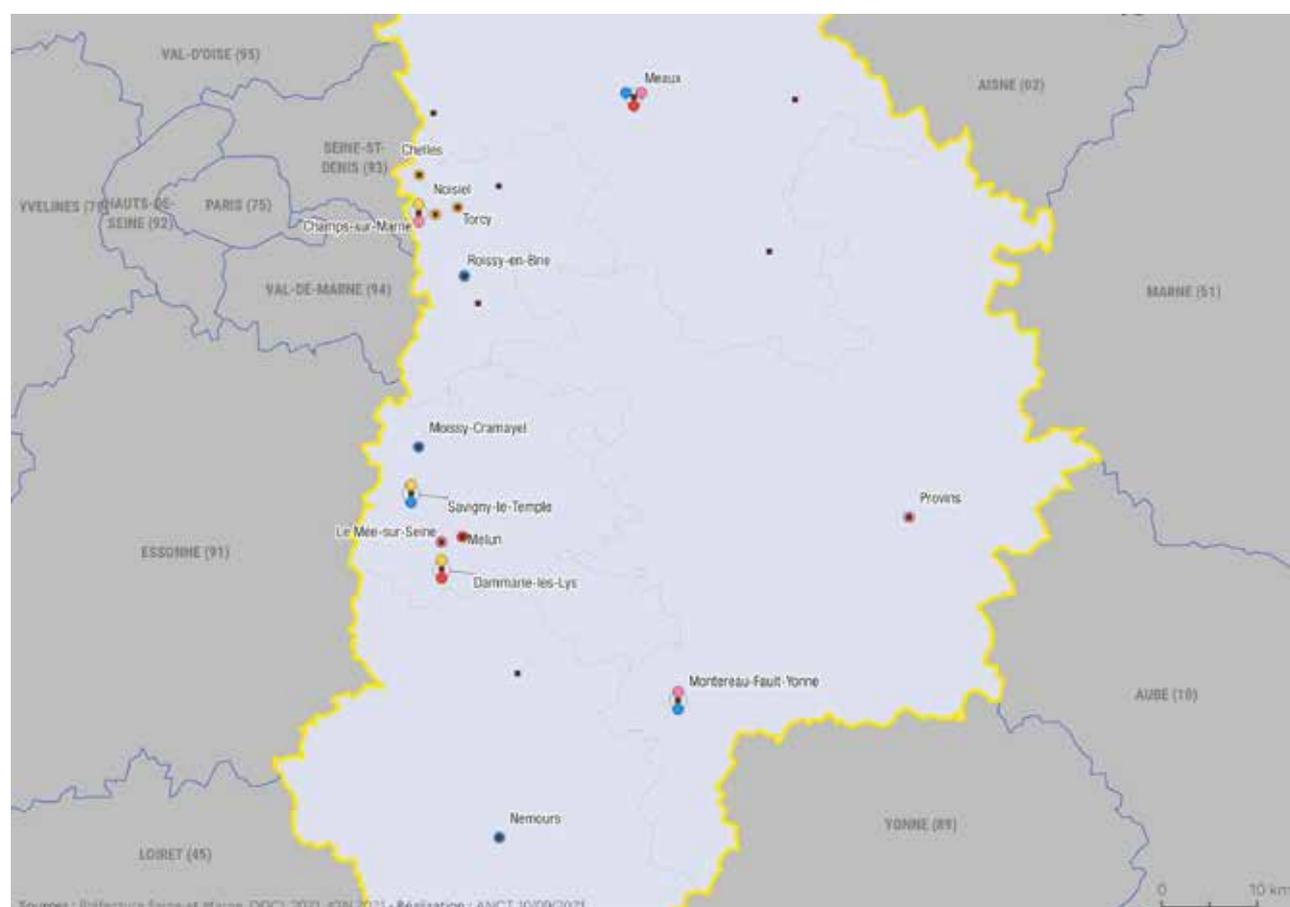
# Seine-et-Marne (77)

## 24 QPV et leurs 91062 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

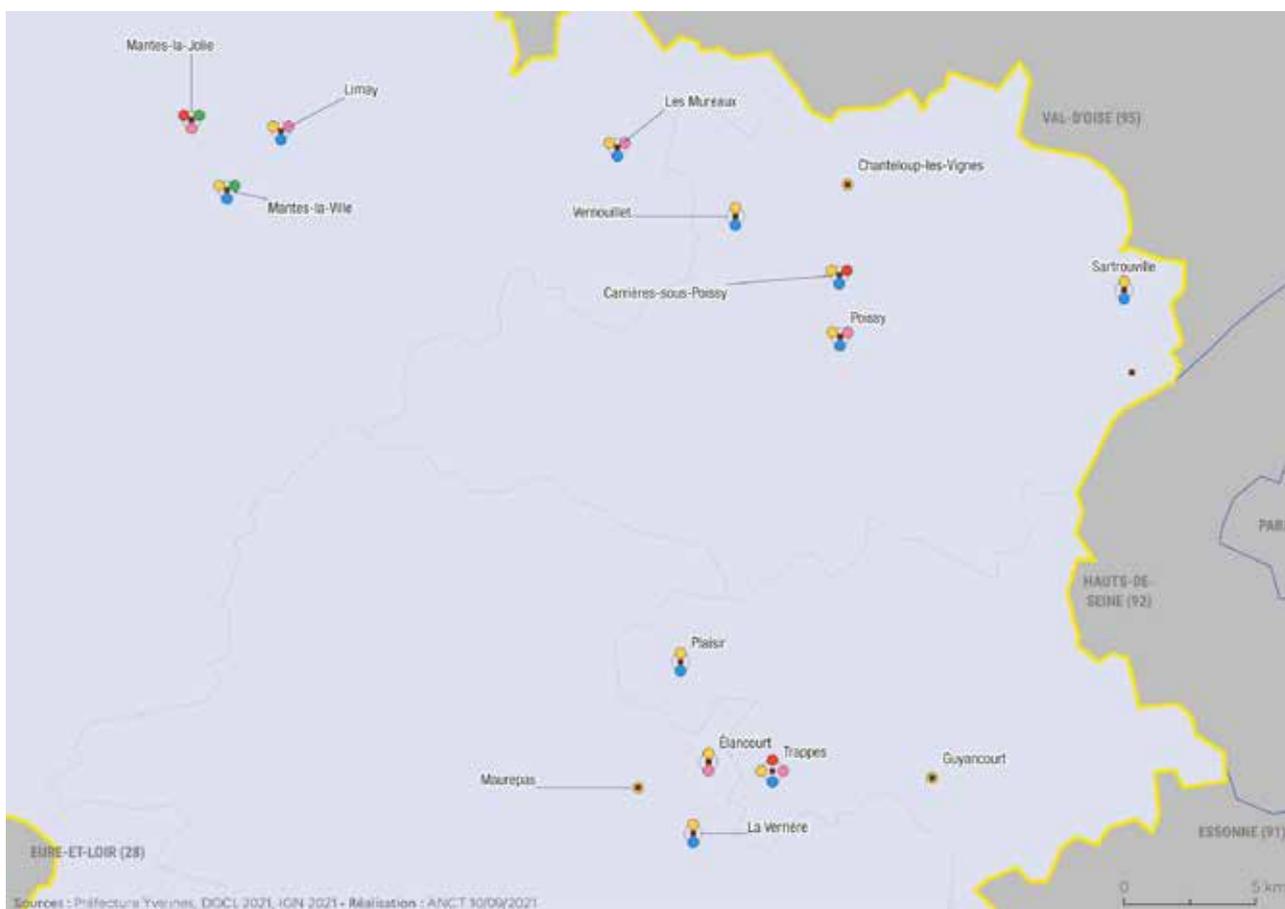
- **Conseillers numériques France Services (6 communes concernées) :** 6 postes ouverts en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (5) :** plus de 2,2 M€ de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL/DSID) pour la rénovation thermique (11 % des crédits totaux) et 0,3 M€ de DSIL exceptionnelle ont été versés pour des projets implantés en QPV ou bénéficiant à leurs habitants
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (6) :** 7 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (3) :** 6 associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP régional, dont 3 dans plusieurs QPV

■ Commune où se trouve au moins un QPV (19)

— Limite départementale



# Yvelines (78)



## 39 QPV et leurs 148 798 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (16)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (10 communes concernées) :**  
9 postes ouverts en QPV
- **Dotations d'investissement France Relance (6) :** 2,1 M€ de subventions (DSIL exceptionnelle et DSIL/DSID pour la rénovation énergétique) ont financé des projets situés en QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (2) :** 2 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (4,7 M€ de subventions France Relance)
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (14) :**  
22 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (3) :**  
4 associations lauréates sont actives en QPV

# Essonne (91)

## 39 QPV et leurs 148 798 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

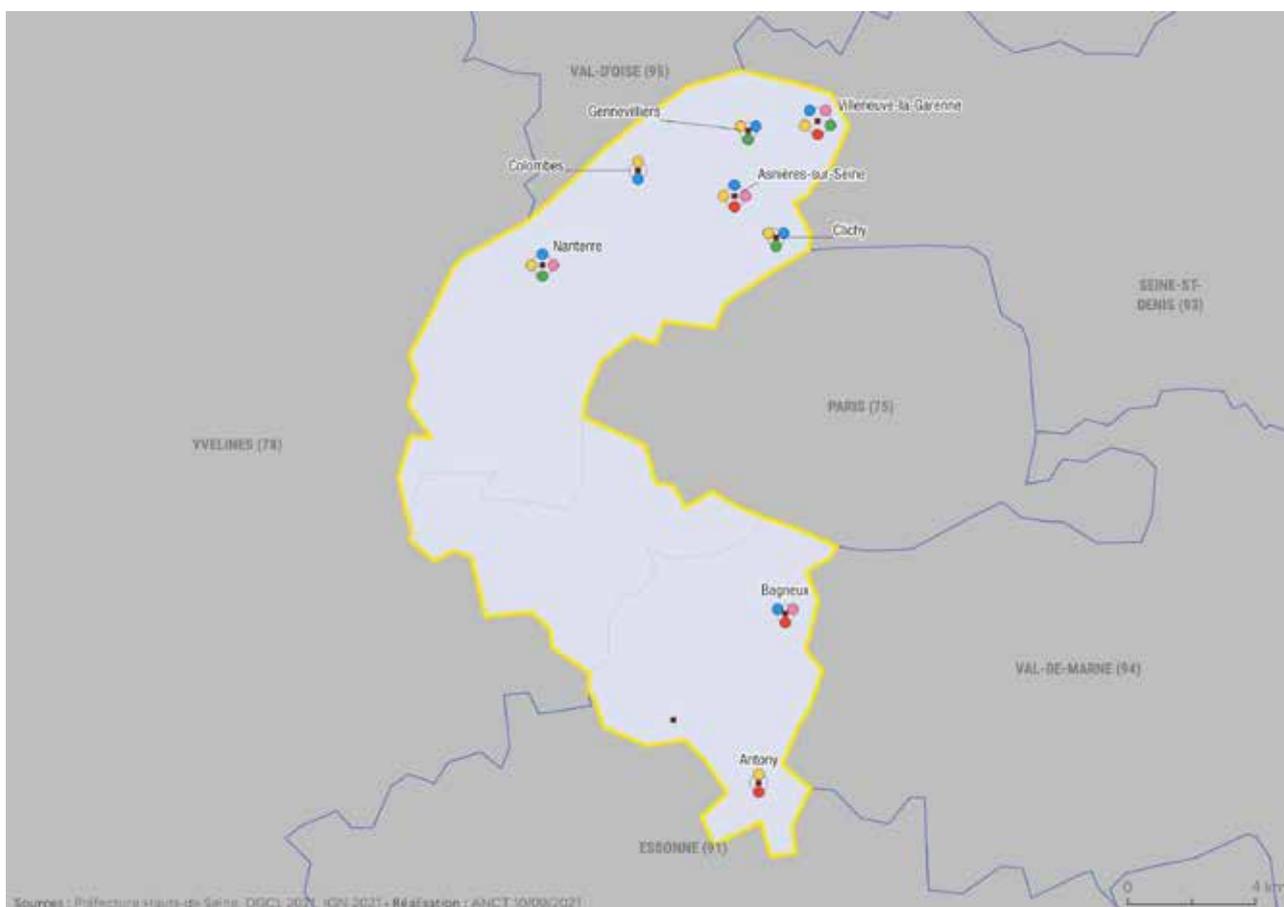
- **Conseillers numériques France Services (7 communes concernées) :**  
13 postes ouverts en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (7) :** plus de 3 M€ de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL/DSID) pour la rénovation thermique et 2,8 M€ de DSIL exceptionnelle ont été versés pour des projets implantés en QPV ou bénéficiant à leurs habitants
- **Fonds pour le recyclage des friches (3) :** 3 projets implantés en QPV (4,4 M€ de subventions France Relance)
- **Internat d'excellence (1) :** 1 établissement situé à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (6) :** 8 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté :** 3 associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP régional

■ Commune où se trouve au moins un QPV (24)

— Limite départementale



# Hauts-de-Seine (92)



## 21 QPV et leurs 103 138 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (9)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (7 communes concernées) :**  
28 postes ouverts en QPV
- **Dotations d'investissement France Relance (4) :**  
3,1 M€ de subventions (DSIL exceptionnelle et DSIL/DSID pour la rénovation énergétique) ont financé des projets situés en QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (4) :** 6 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (1,6 M€ de subventions France Relance)
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (7) :**  
8 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (4) :** 6 associations œuvrant en QPV lauréates de l'appel à projets régional

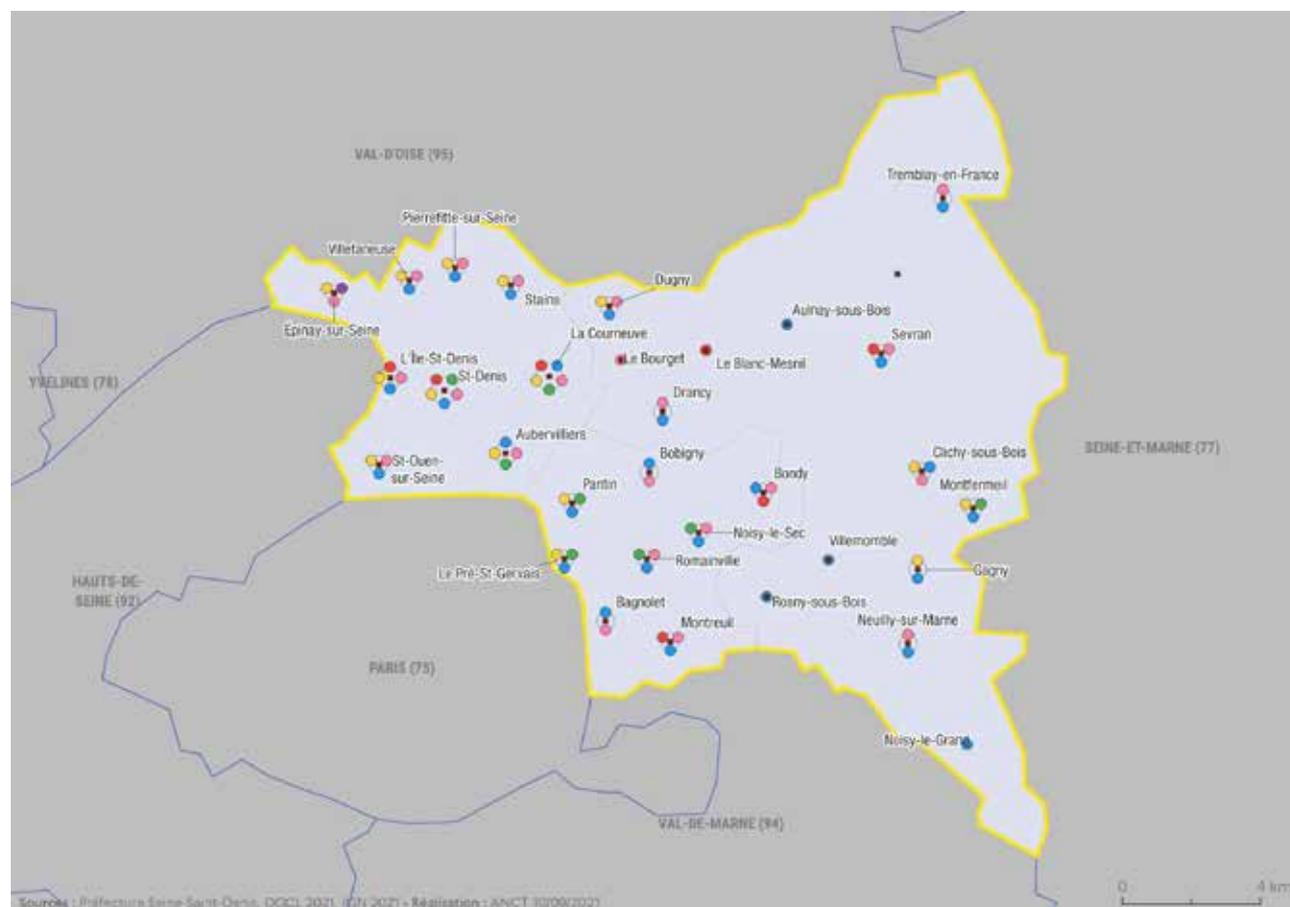
# Seine-Saint-Denis (93)

## 63 QPV et leurs 602 054 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

- **Conseillers numériques France Services (28 communes concernées) :** 73 postes ouverts au bénéfice des habitants des QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (22) :** 7,3 M€ de subventions (DSIL exceptionnelle et DSIL/DSID pour la rénovation énergétique) ont financé des projets situés en QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (8) :** 11 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (11,9 M€ de subventions France Relance)
- **Internat d'excellence (1) :** 1 établissement situé à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (15) :** 63 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (7) :** 14 projets d'associations lauréates s'adressent aux QPV

■ Commune où se trouve au moins un QPV (32)

— Limite départementale



# Val-de-Marne (94)



## 42 QPV et leurs 139 906 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

■ Commune où se trouve au moins un QPV (23)

— Limite départementale

- **Conseillers numériques France Services (11 communes concernées) :**  
39 postes ouverts dans 15 structures situées en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (6) :** 1,1 M€ de subventions (DSIL exceptionnelle et DSIL/DSID pour la rénovation énergétique) ont financé des projets situés en QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (4) :** 3 projets implantés en QPV ou à proximité immédiate (10 M€ de subventions France Relance)
- **Internat d'excellence (1) :** 1 établissement situé à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (15) :**  
5 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (4) :** 2 projets d'associations lauréates s'adressent aux QPV

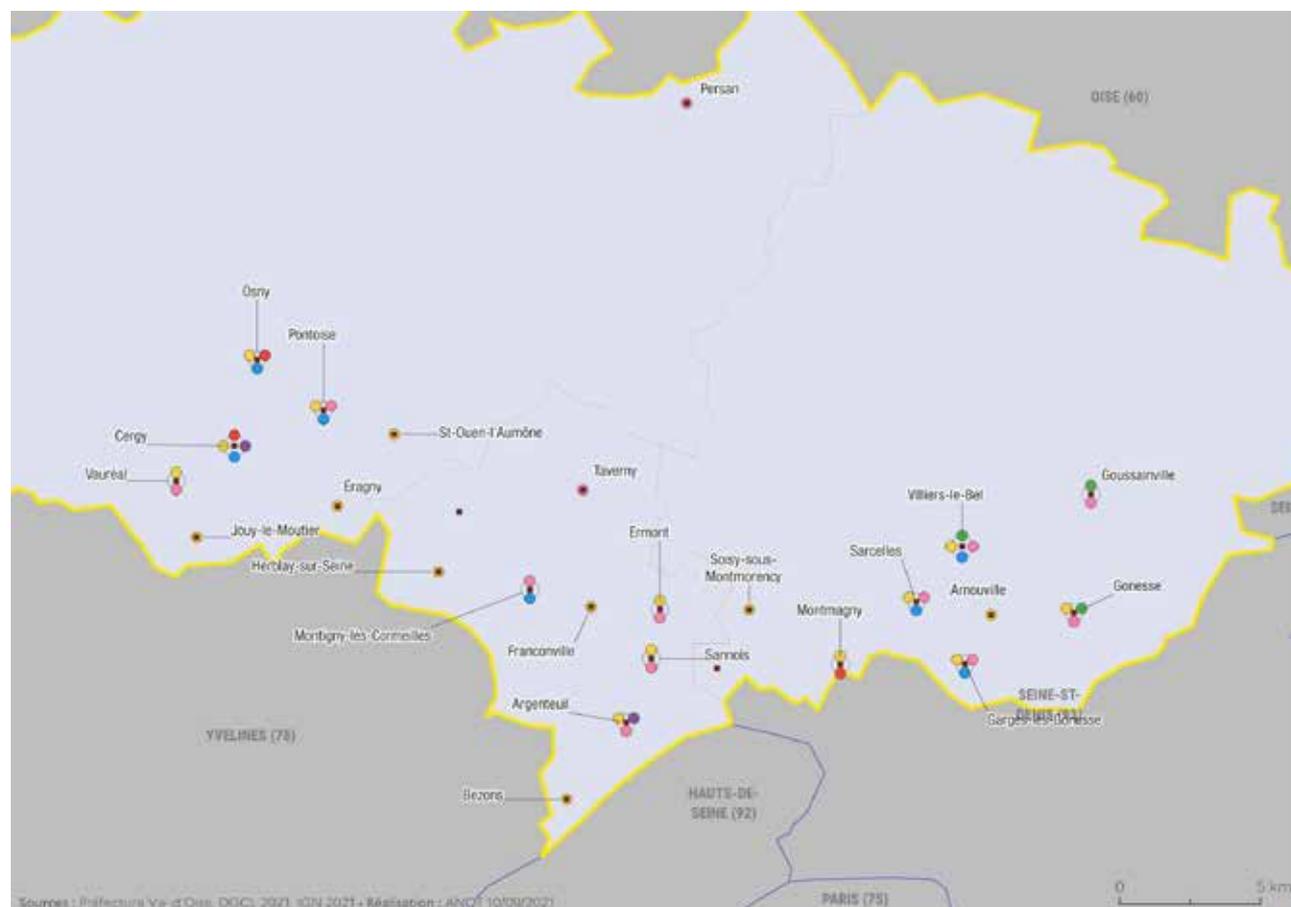
# Val-d'Oise (95)

## 41 QPV et leurs 207 771 habitants ont pu bénéficier du plan de relance

- **Conseillers numériques France Services (7 communes concernées) :**  
12 postes ouverts en QPV
- **Dotation d'investissement France Relance (13) :** 38 % des projets financés par les DSIL et DSID pour la rénovation thermique et par la DSIL exceptionnelle ont bénéficié aux habitants des QPV
- **Fonds pour le recyclage des friches (3) :** 3 projets implantés en QPV (6,6 M€ de subventions France Relance)
- **Internats d'excellence (2) :** 2 se situent à moins de 1 km d'un QPV
- **Soutien à l'investissement et à la modernisation de l'industrie (20) :**  
29 projets industriels lauréats se situent dans un périmètre de 2 km d'un QPV
- **Soutien aux associations de lutte contre la pauvreté (3) :**  
4 projets d'associations œuvrant en QPV lauréates de l'AAP régional

■ Commune où se trouve au moins un QPV (26)

— Limite départementale





## JARDINS PARTAGÉS ET AGRICULTURE URBAINE

### CHAMPERCHÉ Sartrouville, Yvelines, Île-de-France

- Entreprise créée en 2017 / 16 employés
- Maraîchage / 2 sites

#### Témoignage

##### Antoine Fuyet

##### Dirigeant

« Notre modèle agricole est à la fois intensif et biologique, très économe en eau et en énergie. Il fournit une alternative locale aux fruits et légumes importés du bout du monde. Nous avons été très bien accueillis à Sartrouville, où nous apportons des emplois et un projet d'agriculture urbaine d'avenir, enthousiasmant pour le quartier. »

#### LA MESURE

Le plan France Relance a renforcé les financements de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) en soutien aux projets de jardins partagés et d'agriculture urbaine. Ces espaces de partage autour d'activités sociales et culturelles ont l'ambition de répondre au besoin de nourrir les villes en respectant les circuits courts. Ils ont également pour vocation de rendre accessible des jardins partagés ou collectifs au plus grand nombre, en priorité aux plus démunis.

#### LE PORTRAIT

Champerché a ouvert sa première ferme urbaine en octobre 2017, dans un local de 42 mètres carrés à Paris. Antoine Fuyet, son frère Guillaume et leur entourage ont commencé à faire pousser des aromates et des micro-pousses en bioponie, une technique agricole hors sol qui combine les principes de la permaculture, de l'hydroponie et de l'agriculture biologique. Champerché a levé des fonds à hauteur de 2,2 millions d'euros auprès de plusieurs investisseurs privés et compte sur une aide de 327 000 euros de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) en tant que lauréat de l'appel à projets « Quartiers fertiles », abondé par le plan France Relance. La société se prépare à ouvrir une ferme urbaine dans un parking souterrain abandonné de 1300 mètres carrés de la cité des Indes, un quartier prioritaire de Sartrouville. Champerché prévoit d'y faire pousser 30 tonnes de fruits, légumes et aromates par an et de les distribuer en circuit court. Les fondateurs viennent d'embaucher leur seizième collaborateur et comptent en recruter seize autres d'ici à la fin de l'année 2021. Ils préparent déjà l'ouverture d'un troisième site, et une croissance exponentielle dans les années à venir.

# PORTRAITS DE RELANCE

## FONDS DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL DANS LES TERRITOIRES

### ALIZÉ GROUP

**Behren-lès-Forbach, Moselle, Grand Est**

- Entreprise créée en 2013 / 30 employés
- Créateur et vendeur de puzzles
- 1 site en France
- Chiffre d'affaires : 10,8 millions d'euros

#### Témoignage

**Éric Lathière-Lavergne**

**Président-fondateur**

« Investir pour internaliser la production au sein de l'entreprise était un projet que nous avions, mais le plan France Relance nous a permis de franchir le pas. Nous sommes fiers de devenir le seul producteur industriel de puzzles en France. »

#### LA MESURE

Doté de 400 millions d'euros d'ici à 2022, le Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires vise à soutenir les projets d'investissement industriel qui participent à la dynamique économique d'un territoire. Avec l'ambition de maintenir ou créer des emplois, de gagner en compétitivité ou encore de contribuer à la transition écologique, ce fonds assure notamment le financement de création ou d'extension de sites industriels et de modernisation d'outils de production.

#### LE PORTRAIT

Alizé Group est une entreprise spécialisée dans la commercialisation de puzzles. Elle achète des éditions et conçoit ses propres puzzles, pour les commercialiser auprès de particuliers et professionnels. Le monde du puzzle a connu un afflux de commandes exceptionnel au cours de l'année 2020, dû aux conséquences de la crise sanitaire et en particulier aux mesures de confinement. Face aux difficultés d'approvisionnement de ses sous-traitants, la société a décidé d'accélérer son projet d'internalisation de sa production. Afin de financer cet investissement conséquent, Alizé a fait appel au Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires du plan France Relance, qui finance 25 % des coûts du projet. L'entreprise peut ainsi acquérir une ligne de production complète, qui lui permettra de produire à terme 3 millions de boîtes de puzzles par an, contre 500 000 aujourd'hui.

## APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT FABRIQUES DE TERRITOIRES

### ASSOCIATION LÉO-LAGRANGE

**Graulhet, Tarn, Occitanie**

- Association créée en 1963
- 78 salariés

#### Témoignage

**Florian Vair Piova**

**Coordinateur du tiers lieu M**

« Nous faisons de l'éducation populaire au sens large, c'est-à-dire toutes les activités qui éveillent le citoyen en chacun de nous, et lui donnent les outils pour avancer. Notre territoire est plein de richesses que nous voulons valoriser : "Fabriques de territoires" nous permet de construire un tiers lieu qui nous rassemblera dans une dynamique collective. »

#### LA MESURE

L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Fabriques de territoires soutiendra le développement de 360 fabriques de territoires. Elles sont des tiers lieux structurants, capables d'augmenter la capacité d'action des autres tiers lieux du territoire dans lesquels elles s'inscrivent. Le budget de l'AMI est établi à 54 millions d'euros suite au plan France Relance. L'État les soutiendra à hauteur de 75 000 à 150 000 euros, sur trois ans, le temps pour ces structures de conforter leur équilibre économique.

#### LE PORTRAIT

L'association Léo-Lagrange de Graulhet est membre d'un réseau national d'éducation populaire. Dans le quartier prioritaire où elle agit, l'association a souhaité créer un véritable tiers lieu, qui s'appuie sur les outils digitaux pour donner accès à la formation et à la culture à des publics qui en sont souvent éloignés. Elle a donc répondu à l'appel à manifestation d'intérêt Fabriques de territoires, avec un projet conçu avec la Ville de Graulhet, la Maison des jeunes et de la culture, le Centre social et l'association Synergies. À partir d'octobre 2021, les locaux accueilleront quatre entités : une Microfolie, où tous les publics pourront venir découvrir des versions numérisées d'œuvres d'art et se restaurer dans un café tenu par des personnes en insertion ; une Manufacture de territoire, où des animateurs accompagneront des projets individuels ; une maison France Services, qui rassemblera divers services publics ; et un Métalab, où jeunes et moins jeunes pourront venir se former et valoriser des compétences informelles. La subvention Fabriques de territoires, d'un montant de 50 000 euros par an sur trois ans, financera notamment le poste du coordinateur du tiers lieu.

## PLAN DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

### L'OLIVIER DES SAGES

Lyon, Rhône, Auvergne-Rhône-Alpes

- Association caritative créée en 2008
- 3 employés / 30 bénévoles
- Insertion sociale / 1 site

#### Témoignage

Jean-Pierre de Haro

Président de l'association

« Nous avons voulu rassembler nos forces pour répondre au mieux aux besoins du public du quartier et au-delà. Nous sommes très heureux de voir la Maison d'accès aux droits pour tous ouvrir très prochainement. C'est un projet innovant qui répond à une demande croissante d'accompagnement. »

#### LA MESURE

Dans le cadre du plan France Relance, le plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté vise à accompagner la mise en œuvre de projets structurants portés par des associations de lutte contre la pauvreté afin de mieux répondre aux besoins des personnes précaires. Ce plan soutient le développement de services et de dispositifs visant à proposer une réponse adaptée à la situation de chacun et à rendre accessibles les biens et services essentiels à l'émancipation des personnes.

#### LE PORTRAIT

Depuis 2008, l'association L'Olivier des Sages accompagne des personnes de plus de 55 ans, notamment celles issues de l'immigration, confrontées à la précarité et à l'isolement dans l'agglomération lyonnaise. Face aux nombreuses demandes, elle a développé des permanences d'aide administrative et a accompagné près de 15000 personnes depuis sa création. L'association travaille avec plusieurs structures du troisième arrondissement, dont le centre social Bonnefoi. Afin d'accueillir un public plus large, l'association et le centre social souhaitent créer une Maison d'accès aux droits pour tous dans le quartier de la Guillotière. Ce futur centre aménagé pour un montant de 90000 euros est soutenu à hauteur de 39000 euros par le plan France Relance, pour une ouverture prévue en septembre 2021. La Maison d'accès aux droits sera munie d'espaces individuels pour assurer la confidentialité des échanges et d'espaces collectifs pour mener des ateliers thématiques. Grâce aux permanences mises en place avec des spécialistes et en mutualisant leurs compétences, les bénévoles et les salariés pourront répondre aux problématiques sur la santé, l'accès aux droits, la retraite, le logement ou encore la naturalisation.

## DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL

### FORUM DE VAURÉAL

Vauréal, Val-d'Oise, Île-de-France

- Établissement créé en 1994
- 8 salariés / 50 bénévoles
- Centre socio-culturel

#### Témoignage

Aurélien Vandenberghe

Directrice artistique

« Le nouveau Forum sera plus vaste et plus modulable, tout en gardant l'esprit de convivialité qui a fait son succès. Nous sommes ravis de bénéficier du plan France Relance : c'est un signe fort en direction de la jeunesse, à qui ce lieu est dédié. »

#### LA MESURE

Les dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) ont pour objectif de soutenir les recettes de fonctionnement des collectivités confrontées aux conséquences de la crise et de concourir à leurs investissements. Ces crédits exceptionnels sont fléchés vers la transition écologique, la résilience sanitaire et la rénovation du patrimoine.

#### LE PORTRAIT

Le Forum de Vauréal a ouvert en 1994 près de Cergy-Pontoise. Ce centre socio-culturel s'est spécialisé dans les musiques actuelles à partir de 2000. Le Forum organise 60 concerts par an dans sa salle de 450 places, ainsi qu'une trentaine de concerts hors les murs. Il accueille également des résidences sur scène en mettant à disposition ses 3 studios de répétition et son studio d'enregistrement, dédiés à la pratique amateur. Les équipements du Forum, aujourd'hui vétustes, ne sont plus en mesure d'accueillir le public et les artistes dans de bonnes conditions. Pour répondre à ce besoin, l'agglomération de Cergy-Pontoise lance la construction d'un nouveau bâtiment, plus vaste et mieux équipé. Le chantier, d'un montant de 15 millions d'euros, est soutenu à hauteur de 1 million d'euros par le plan France Relance. Le nouveau Forum doit ouvrir en 2023 à l'issue de 18 mois de travaux. Il comportera une grande salle de 800 places, dotée de sièges pour s'ouvrir à d'autres esthétiques (jazz, musiques du monde, jeune public). Un « club » de 200 places accueillera des groupes émergents et les résidences artistiques. De nouveaux studios de répétition et d'enregistrement remplaceront les anciens locaux.

## 1 JEUNE, 1 SOLUTION : EMPLOI FRANC +

### ASSOCIATION DE SOINS À DOMICILE (ASAD)

**Bourg-la-Reine, Hauts-de-Seine, Île-de-France**

- Créée en 1961
- 35 employés
- Aide à la personne / 1 site

#### Témoignage

**Claire Beranger**  
Directrice

« Le recrutement d'un tel profil est une réelle plus-value pour l'association, les salariés et les bénéficiaires. Nous voudrions pérenniser ce poste et le développer sur un temps plein, éventuellement partagé avec d'autres structures qui pourraient avoir également besoin de cette compétence. »

#### LA MESURE

Dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution », le dispositif « Emploi Franc + » permet à toute entreprise ou association de bénéficier d'une aide à l'embauche pouvant aller jusqu'à 17 000 euros pour le recrutement entre le 15 octobre 2020 et le 31 mars 2021 d'un jeune sans emploi de moins de 26 ans résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

#### LE PORTRAIT

L'Association de soins à domicile (Asad) de Bourg-la-Reine emploie 35 personnes. Employés à domicile, auxiliaires de vie, aides-soignants et infirmiers, ils accompagnent 290 personnes âgées, handicapées ou dépendantes, pour leur permettre de vivre chez elles le plus longtemps possible. L'activité de l'association repose sur deux pôles distincts : le service d'assistance à domicile et le service de soins infirmiers à domicile, coordonnés par deux responsables et deux assistants de secteurs. Pour faire face à l'accumulation des procédures liées aux métiers de l'aide à domicile et assurer l'application de sa démarche de qualité, l'association avait besoin d'une personne supplémentaire. Grâce au dispositif « Emploi Franc + », l'Asad a recruté une ingénieure qualité en CDI à temps partiel. Après une période de tutorat, elle est désormais chargée d'étudier, d'améliorer et de faire respecter les procédures métiers de la structure, ainsi que de mettre en place un circuit de validation des documents. Elle compte également créer des groupes de travail sur différentes thématiques, pour assurer l'amélioration continue des prestations de l'Asad.

## FONDS DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL DANS LES TERRITOIRES

### MULTIPLAST

**Stains, Seine-Saint-Denis, Île-de-France**

- Entreprise créée en 1991 / 75 employés
- Impression numérique / 1 site
- Chiffre d'affaires : 9 millions d'euros

#### Témoignage

**Jérôme Benilan**  
Dirigeant

« Nous avons ce projet en tête depuis trois ans, mais tout s'est arrêté en 2020. Voyons le bon côté des choses : nous avons le temps d'installer de nouveaux équipements et de former nos équipes. Le plan France Relance nous permet de nous offrir de nouvelles compétences et de nouveaux outils, pour nous moderniser et sortir de la crise en allant au-delà de nos marchés historiques. »

#### LA MESURE

Doté de 400 millions d'euros d'ici à 2022, le Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires vise à soutenir les projets d'investissement industriel qui participent à la dynamique économique d'un territoire. Avec l'ambition de maintenir ou créer des emplois, de gagner en compétitivité ou encore de contribuer à la transition écologique, ce fonds assure notamment le financement de création ou d'extension de sites industriels et de modernisation d'outils de production.

#### LE PORTRAIT

Multiplast réalise des impressions numériques de moyens et grands formats, destinées à la promotion et au décor de magasins. Depuis 2017, la société partage ses locaux de Stains avec les deux autres entités du groupe Granjeman, auquel elle appartient : Sepelco, fabricant de signalétiques, et Europlast, transformateur de matières plastiques en objets publicitaires. La crise sanitaire de 2020 a durement frappé le groupe, réduisant son chiffre d'affaires de 70 % en 2020. Pour préparer l'avenir en cette période de diminution forcée de l'activité et diversifier son champ d'action, le groupe Granjeman a reçu une aide de 500 000 euros du Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires pour réaliser son projet d'investissement, d'un montant total de 1,4 million d'euros. Le groupe souhaite allier les compétences de Multiplast en impression et celles d'Europlast en travail du plastique, afin de développer une nouvelle activité d'impression en trois dimensions. Il prévoit d'investir dans de nouvelles machines et de former ses équipes à leur utilisation, ainsi qu'au travail de finition, de modelage et de peinture. Granjeman ambitionne de recruter 25 personnes d'ici à trois ans.

### INTERNATS D'EXCELLENCE Fort-de-France, Martinique

• Enseignement / 3 sites

#### Témoignage

**Pascal Jan**

**Recteur**

« Le plan France Relance a permis de déclencher une décision positive de la collectivité territoriale pour accompagner les investissements. Cela permet la réhabilitation des internats mais aussi d'accélérer les travaux et ainsi d'obtenir le label "Internats d'excellence". Ce label participe au développement du territoire, qui est au cœur de la dynamique impulsée dans l'académie depuis trois ans. »

#### LA MESURE

Les internats d'excellence permettent à des collégiens et lycéens motivés d'exprimer leur potentiel et de développer leur ambition scolaire, en leur offrant des conditions de travail optimales et un projet éducatif renforcé. Dans le cadre du plan France Relance, l'État soutient les collectivités territoriales dans leurs projets de création ou de rénovation de places au sein des collèges et lycées concernés.

#### LE PORTRAIT

Le lycée général et technologique Frantz-Fanon à La Trinité, le lycée polyvalent Joseph-Pernock au Lorrain et le lycée général et technologique Bellevue à Fort-de-France ont été sélectionnés par le ministère de l'éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et ont reçu le label « Internats d'excellence » pour une durée de cinq ans. Ces trois internats ont été distingués au regard de la qualité de leurs projets éducatifs et pédagogiques. Le label « Internats d'excellence » permet de renforcer l'attractivité des lycées et d'assurer un hébergement de qualité pour les élèves et le personnel.

Les trois établissements seront réhabilités et réaménagés pour offrir un meilleur accueil aux élèves. Le plan France Relance soutient le projet à hauteur de 2,2 millions d'euros sur un montant global de 4,7 millions d'euros pour rénover les trois internats. L'aide contribue à réhabiliter et créer des chambres, des sanitaires, des lieux de vie collectifs, à acheter des équipements et à renforcer l'encadrement scolaire. La réception des travaux des lycées Frantz-Fanon et Joseph-Pernock est prévue pour la rentrée 2022 et celle du lycée Bellevue pour la rentrée 2023.

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE Avignon, Vaucluse, Provence-Alpes- Côte d'Azur

#### Témoignage

**Commissaire Jean-Marc Luca**

**Directeur de la sécurité publique  
du Vaucluse**

« Nous avons mené plusieurs chantiers de rénovation énergétique dans le Vaucluse. L'opération "poignées de portes" nous permet de financer de petits travaux, comme l'isolation et l'insonorisation de bureaux, l'achat de mobilier et d'électroménager, qui améliorent le quotidien de nos agents de police. »

#### LA MESURE

Un plan d'investissement massif dans la rénovation énergétique des bâtiments publics est mis en œuvre à destination de l'État. Une enveloppe de 4 milliards d'euros, répartie entre les collectivités territoriales et l'État, doit permettre de financer des projets de rénovation énergétique de bâtiments publics : le changement de fenêtres, de chaudières, l'isolation, etc. L'objectif est de réduire la consommation d'énergie liée à ces bâtiments.

#### LE PORTRAIT

La direction départementale de la sécurité publique (DDSP) est la déclinaison locale de la police nationale dans le Vaucluse. Ses agents sont organisés en quatre circonscriptions, à Avignon (qui compte également la circonscription interdépartementale Vaucluse - Gard), Carpentras, Cavaillon et Orange. Le plan France Relance finance, au titre de la rénovation énergétique des bâtiments publics, plusieurs actions de modernisation des bâtiments : l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (pour un montant de 38616 euros) et la rénovation de bâtiments (180000 euros) à Avignon ainsi que la réhabilitation thermique du commissariat de Cavaillon, à hauteur de 350000 euros. 24 nouveaux véhicules et 6 vélos électriques ont également été affectés aux forces de sécurité du Vaucluse. Enfin, une enveloppe de 60000 euros a été consacrée à de petits travaux de rénovation sur les quatre sites, notamment dans les bureaux du commissariat de Carpentras et pour la salle de restauration et la cuisine à Orange. Ces travaux, surnommés "opération poignées de portes", améliorent les conditions de travail au quotidien des agents de police nationale du Vaucluse.

[www.cohesion-territoires.gouv.fr](http://www.cohesion-territoires.gouv.fr)

